

ASSEMBLÉE NATIONALE

12 février 2026

DROIT À L'AIDE À MOURIR - (N° 2453)

Commission	
Gouvernement	

Rejeté

N° 1820

AMENDEMENT

présenté par

M. Potier, M. Pena, M. David, Mme Panosyan-Bouvet et Mme Rossi

ARTICLE 4

Compléter cet article par l'alinéa suivant :

« 6° Ne pas être atteint d'une déficience intellectuelle affectant le discernement. »

EXPOSÉ SOMMAIRE

La question de l'accès à l'aide à mourir pour les personnes atteintes de déficience intellectuelle soulève des enjeux éthiques et de protection des droits fondamentaux des individus les plus vulnérables. Il est primordial de considérer que ces personnes, en raison de leur déficience, peuvent ne pas être en mesure de comprendre pleinement la portée d'une telle décision ni d'exprimer un consentement éclairé et autonome.